

REPONSES DE GRDF / DIFFUSION PUBLIQUE

CONSULTATION PUBLIQUE DU 17 MARS 2016 DE LA COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE RELATIVE AUX CONDITIONS GENERALES DES CONTRATS DE RACCORDEMENT AUX RESEAUX DE TRANSPORT DE GAZ DE GRTGAZ ET TIGF

DATE :

17 MARS 2016

DESTINATAIRE :

COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE

Question 1 : Êtes-vous favorable aux nouvelles versions des conditions générales des contrats de raccordement aux réseaux de transport de gaz proposées par les GRT?

Les conditions générales (« CG » ci-après) des contrats d'interface et de raccordement ont fait l'objet d'échange entre les Distributeurs et les Transporteurs dans le cadre du GT Raccordement.

Dès l'origine des échanges, les Distributeurs ont émis des réserves sur la légitimité et la pertinence des GRT à répercuter aux opérateurs de distribution des charges pour lesquelles les Distributeurs ne sont ni prescripteur, ni décideur. La répercussion de ces charges n'induisant pas de boucle de régulation, les Distributeurs ont demandé que ces dernières soient prises en compte dans la tarification de l'acheminement transport.

Certaines de ses demandes, qui impactent dans leur principe les dispositions financières des conditions générales des contrats d'interface et de raccordement proposées à la présente consultation, sont traitées dans la consultation que la CRE a lancée en parallèle sur les évolutions de l'ATRT6.

Compte tenu de la concomitance de ces deux consultations, et afin d'éviter d'avaliser un modèle de CG dont la délibération sur l'ATRT6 viendrait modifier des points substantiels, les Distributeurs considèrent qu'il serait fondé que la CRE puisse demander aux GRT de proposer des CG qui intègrent les dispositions qui seront retenues à l'issue des délibérations relatives à ces deux consultations.

En tout état de cause, l'obligation à signer de nouveaux contrats d'interface sur la base des CG objet de la présente consultation serait contre-productive si la consultation sur l'ATRT6 avalisait des évolutions structurelles conséquentes sur les principes financiers à retenir pour ce contrat.

Fort de cette réserve qui impacte les CG objet de la présente consultation, les Distributeurs sont favorables au principe de non-discrimination qui résulte de l'application de CG communes à tous les Distributeurs de gaz.

Question 2 : Êtes-vous favorable à ce que les GRT portent les charges d'adaptation des postes aux dispositions réglementaires ?

Pour l'ensemble des éléments exposés par la CRE auxquels GRDF adhère sans réserve, GRDF est favorable à ce que les GRT portent les charges d'adaptation des postes aux dispositions réglementaires.

Ce point pourrait notamment potentiellement concerner l'équipement de comptage télé relevés sur les postes transport non encore équipés si la réglementation, pour favoriser l'injection des productions décentralisées de gaz vert, venait à imposer ces équipements dans une logique de gestion dynamique des réseaux (smart gas grid).

Question 3 : Êtes-vous favorable à ce que le déclenchement d'un PUG à la suite d'un incident imputable au GRT soit exclu des cas de force majeure déliant le GRT de ses obligations ?

Pour les raisons exposées dans l'analyse préliminaire de la CRE, GRDF considère que le déclenchement d'un PUG à la suite d'un incident imputable au GRT doit être exclu des cas de force majeure déliant le GRT de ses obligations.

Par ailleurs les CG de GRTgaz ont intégré comme situation relevant de la force majeure déliant le GRT de ses obligations les « Obligations de Service Publics » (« OSP » ci-après).

Dès lors que les OSP intègrent notamment les activités habituelles de travaux programmés (Art. 9 des OSP) et la fourniture d'un gaz conforme aux engagements souscrits avec les Distributeurs (Art. 11 des OSP), il n'est pas concevable que le GRT puisse, du seul fait de l'exercice de ces activités, se délier de ses obligations contractuelles, a fortiori s'il a commis une faute dans l'exercice de celles-ci. En effet dans l'hypothèse où les OSP seraient considérées comme une situation relevant de la force majeure, les engagements fondateurs du contrat d'interface perdraient toute leur substance.

Cette mention n'ayant jamais été intégrée à nos dispositifs contractuels, y compris en distribution, et n'étant pas non plus proposée par TIGF, GRDF estime nécessaire de la retirer.

Question 4 : Avez-vous d'autres observations portant sur les contrats de raccordement proposés par les GRT ?

Points divers sur les contrats proposés :

Conditions générales du Contrat de raccordement de GRTgaz :

- Article 4.9.1 Raccordement et utilisation des utilités - 4° alinéa :

GRDF considère abusif que GRTgaz puisse reporter sur le Distributeur les éventuelles charges induites par une défaillance du fonctionnement de la ligne électrique au seul motif que les Distributeurs seraient titulaires des contrats de fourniture. Les Distributeurs de gaz ne sont pas responsables des manquements du Distributeur d'électricité. GRDF propose de retirer cet alinéa.

- Article 15.3.1 :

GRDF considère que cet article n'est pas adapté pour une interface transport distribution. En effet, si le GRT limite les débits livrés sur un poste, ce sont potentiellement tous les clients raccordés au réseau de distribution qui peuvent indistinctement en subir les conséquences. GRDF propose de supprimer cet article.

Conditions générales du Contrat de raccordement de TIGF :

- Article 11.4 Prix de l'offre de pression :

Toute chose égale par ailleurs, le prix d'offre pression payé en zone TIGF est d'un niveau très supérieur à celui payé en zone GRTgaz. Cette situation a pour origine deux raisons. D'une part, l'offre pression TIGF est déclenchée à des niveaux de pression distribution plus faibles qu'en zone GRTgaz (car les PDS (Pression disponibles standard) retenues par TIGF sont plus faibles que celles retenues par GRTgaz). Et, d'autre part, parce que l'offre historique de pression TIGF, proportionnelle au terme TCR, a connu ces dernières années les mêmes fortes augmentations que ce terme tarifaire alors que l'offre GRTgaz a légitimement fixé pour la durée du contrat le terme à appliquer.

Considérant qu'une offre de pression à un niveau élevé pénalise le développement du gaz sur les antennes et constitue une charge excessive dans l'ATRD, GRDF considère légitime que l'offre pression ne subisse pas le contrecoup des augmentations successives du TCR mais reste maintenue au niveau historique sur la base duquel les GRD ont contractualisé leur choix entre une offre pression et une solution de type distribution.

A ce titre GRDF estime que le niveau de TCR proposé par TIGF doit être ramené à une valeur historique plus faible que celle proposée.